

Trois propositions pour changer la culture du cycliste professionnel

Une politique rénovée de prévention du dopage

Olivier Aubel

Institut des Sciences du Sport de l'Université de Lausanne

Résumé

En adoptant la posture compréhensive que permet la sociologie du travail de tradition interactionniste, l'enquête présentée ci-dessous permet de mesurer ce qui détermine le risque de recours au dopage dans le cyclisme professionnel. Il repose sur l'analyse de six équipes professionnelles et 48 entretiens, l'analyse de bases de données décrivant l'activité des cyclistes professionnels sur la période 2005–2012. Ce travail effectué sous mandat de l'Union Cycliste Internationale (UCI) débouche sur la proposition d'une politique rénovée de prévention du dopage. Cette politique repose sur trois propositions correspondant à l'identification d'autant de risques de recours aux produits interdits. Le premier est le risque lié à la nature de l'organisation des équipes plus ou moins structurées et fonctionnelles pour encadrer les coureurs dans leur préparation. Le second est le risque relatif aux modalités de production de la performance et notamment à la charge de travail qui s'impose ou que s'imposent les coureurs. Le troisième est enfin celui qui découle de la précarité des emplois offerts par des équipes au modèle économique très fragile.

Abstract

With the comprehensive posture allowed by the sociology of work inspired by the "interactionist" American sociologists, our work leads us to measure the risk of doping in professional cycling. This study is based on 48 interviews realized in six professional cycling teams and the analysis of database describing all the professional riders on the 2005–2012 period. Our research realized under the mandate of the International Cycling Union leads us to propose a new anti-doping prevention policy. The policy relies on three dimensions according to three main results of our survey. The first result is the link between the risk of doping and the level and nature of the team's organization in rider's supervision. The second one is relating to the performance production modality, especially the workload imposed to the riders. The third is the risk generated by precarious employment conditions in cycling teams who the economic model is particularly fragile.

Schweizerische Zeitschrift für Sportmedizin und Sporttraumatologie 61 (3), 34–38, 2013

L'histoire du cyclisme de compétition puis professionnel se confond pratiquement avec celle des pratiques pharmacologiques des coureurs (Dimeo, 2007). Jusque dans les années 1950, ces pharmacopaxies ne faisaient guère question quand elles n'étaient pas encouragées par les entraîneurs ou objet de publicité (Aubel, Brissonneau, & Ohl, 2013; Dimeo, 2007; Hoberman, 2002). A partir des années 1960, ces usages prennent le nom de «doping»; sont «étiquetées» socialement comme déviantes, pour beaucoup par des médecins jouant là le rôle «d'entrepreneurs de morale» (Becker, 1985) sportive. Le dopage est alors constitué «en problème public» (Brissonneau & Le Noé, 2006). Inscrit comme contravention dans la loi à partir de 1965 en France mais aussi en Belgique (Bastide, 1970), le dopage donne lieu à un appareil répressif et préventif de plus en plus lourd. Le logiciel de localisation des athlètes ADAMS actif à partir de 2005 et le passeport biologique des cyclistes (2008), constituent les deux éléments essentiels du dispositif de lutte. Mais en dépit de mesures relativement efficaces, ce que l'on nomme désormais les «affaires de dopage» (Duret & Trabal, 2001), ne cessent d'émailler l'histoire du cyclisme: Festina, Fuentes, Ferrari, Puerto, Armstrong, Contador... Si la plupart d'entre-elles datent

d'avant la mise en place du passeport biologique, le spectre des affaires est loin de s'éloigner. Le récent Tour d'Italie 2013 a été l'occasion de nouvelles mises en cause. La suspicion rode à propos de produits sans cesse nouveaux, réputés indétectables tel l'AICAR pour lequel le test de dépistage vient d'être mis au point en 2012 bien qu'il soit listé parmi les produits interdits depuis 2009.

La persistance du recours aux produits illicites par les cyclistes pose la question de la pertinence de la seule répression fondée sur l'alourdissement des sanctions mais aussi de la prévention du dopage centrée sur la seule éducation. La principale raison des échecs de la lutte contre le dopage est la conception répressive de la diminution des risques qui s'articule avec une analyse en termes de faute morale individuelle. Cette conception de la lutte contre le dopage l'ignore en tant qu'élément de la culture cycliste, forme de production sociale d'une déviance mais aussi élément de l'expérience laborieuse des coureurs; or, considérer ainsi le dopage permet d'observer différemment la production de la performance au sein des équipes cyclistes. Au lieu de chercher à identifier les tricheurs, les coureurs immoraux et malhonnêtes, une perspective sociologique compréhensive permet d'observer le lien entre le

dopage, d'une part, et les pratiques de préparation des coureurs, la manière dont ils sont encadrés au sein de collectifs de travail à l'organisation variable, leur système de contraintes économiques, institutionnelles, médiatiques et politiques, d'autre part.

Menée dans cette perspective sociologique, notre enquête, réalisée sous un mandat de l'Union Cycliste Internationale (UCI) vise à établir une politique rénovée de prévention du dopage ainsi que le dispositif d'évaluation afférent. Elle a permis de réaliser 48 entretiens dans 6 équipes cyclistes professionnelles des deux premières divisions mondiales. Elle a été complétée par la constitution de bases de données décrivant les conditions d'emploi, les sanctions pour dopage ainsi que les résultats sportifs de tous les coureurs professionnels sur la période 2005–2012. Elle s'appuie enfin, sur la rencontre de 70 à 80 directeurs sportifs des équipes professionnelles dans le cadre des formations animées par l'UCI.

Les résultats de ce travail qui sont présentés ici reposent sur un modèle d'analyse de la culture du cyclisme professionnel en cinq dimensions: 1) productive (comment se préparent et se soignent les coureurs); 2) organisationnelle (qui fait quoi avec qui pour entraîner les coureurs); 3) gestion des emplois et des compétences (quelles formes d'emploi, quelles compétences et connaissances spécifiques utilisées au sein des équipes); 4) économique (qui finance, combien de temps et pourquoi); 5) représentations (quelles visions de la préparation et de l'encadrement des coureurs irriguent les modèles précédents).

Fruit de la mise en œuvre de ce modèle nous proposons ici au lecteur les quatre constats principaux de notre travail relatifs: à l'organisation des équipes; aux conditions de préparation physique des coureurs; au modèle d'emploi qui leur est offert, au modèle économique des équipes; Cela nous permettra en conclusion de présenter les trois dimensions essentielles de ce que devrait être une politique de prévention du dopage dans le cyclisme professionnel: l'imposition d'un cadre organisationnel minimum; la montée en compétences dans la préparation des coureurs; la sécurisation de leur parcours professionnel.

Deux modèles organisationnels distincts

Les équipes visitées présentent tout d'abord deux modèles d'organisation très distincts. Le premier peut être qualifié d'historique. Il caractérise les équipes les plus anciennement implantées dans le peloton professionnel. Le second modèle est celui des équipes arrivées dans le peloton à l'ère de la mondialisation du cyclisme. Il faut remarquer ici que la réduction de cette présentation à deux modèles peut paraître caricaturale. Ils sont ce que l'on peut appeler des «types purs» ou «idéaux types» au sens du sociologue allemand Max Weber (1971). Il s'agit de constructions que réalise le sociologue pour rendre compte de la réalité en sachant que les pratiques des équipes se répartissent dans cette dernière entre ces deux pôles.

Le modèle historique

Les équipes proches de ce modèle proposent une *préparation quantitative* et présentent un modèle d'organisation où le *niveau d'encadrement du cycliste est relativement faible* notamment en ce qui concerne les médecins. Le coureur se trouve ainsi souvent seul pour gérer ses moments de vulnérabilité,

s'accommoder de la précarité subie dans l'exercice de son métier. Dans cette équipe le directeur sportif fait office de conseiller en entraînement plutôt que d'entraîneur que les coureurs sollicitent par ailleurs, quand ils le peuvent. La communication avec les coureurs est à l'initiative de ces derniers et non l'inverse. La communication au sujet des coureurs dans l'encadrement n'est pas systématisée et faiblement formalisée.

Ce modèle correspond aussi à une gestion des compétences fondée sur l'expérience du cyclisme de haut niveau. Celle-ci tient lieu de compétence à entraîner, diriger en course. Le discours de ce directeur sportif entraînant 10 cyclistes dans une équipe Proteam UCI, première division mondiale en 2012, est ici particulièrement représentatif de ce mode de fonctionnement: «*Moi pour mes coureurs, je surveille les heures de selle mais aussi l'intensité. Après, je ne peux pas le faire avec précision parce que je n'ai pas la compétence pour ça. Par exemple, je ne sais pas ce que signifie faire 10 minutes à 420 watts avec un palier à 400 watts. Je n'ai pas la connaissance pour analyser ce type de données. Ce qui fait que je n'utilise pas [les données de puissance] et je pense que la chose la plus importante ce sont les heures passées sur la selle.*»

Mais dans ce type d'équipe, le médecin peut également être très peu formé à la préparation au cyclisme de haut-niveau, ce qui l'empêche d'avoir une appréhension pointue des états de fatigue mais aussi des anomalies que les données biologiques ne permettent pas de déceler contrairement aux données physiologiques (puissance développée spécialement).

Dans ce modèle d'équipe enfin, le budget souvent trop limité présente une structure où la contribution des salaires de l'encadrement (en général 20%), est trop faible pour offrir un taux d'encadrement nécessaire et pertinent.

Ce type d'organisation fondé sur une sorte de laisser faire en matière de production de la performance permet de parler de risque opérationnel de dopage. L'existence de cas de dopage récurrent dans une des formations de ce type visitée vient confirmer ce constat.

Le modèle novateur, norme pour le cyclisme professionnel du futur

Ce second modèle repose certes, sur une charge de travail aussi importante que dans les précédentes équipes. Mais elle s'en distingue par la réalisation à l'initiative et sous le contrôle de l'équipe d'une *préparation analytique* fondée sur le monitoring de la performance (spécialement de la puissance), des séances faisant varier les intensités; une planification où la récupération est conçue comme le principal des soins. La préparation dans ce type d'équipe intègre l'entraînement en altitude mais aussi la nutrition. Le discours de ce coureur d'une équipe Proteam (première division), contraste radicalement avec celui du directeur sportif cité plus haut: «*Nous nous entraînons toujours avec le système SRM. C'est un système sur le vélo grâce auquel vous savez exactement quelle puissance vous développez. Vous avez alors un computer sur le guidon et des capteurs sur le pédalier. Comme ça vous savez toujours. Vous pouvez faire cinq minutes, dix minutes, vingt minutes de test comme vous voulez, vous êtes jugé par les chiffres grâce auxquels vous savez toujours ce que vous faites. Vous pouvez presque prédire ce que vous allez faire pendant les courses. Vous savez, si votre puissance est bonne vous pouvez être confiant en allant en course et vous savez que vous y allez pour faire un résultat [...]*».

Le coureur est au centre d'une organisation où médecin, entraîneur et directeur sportif se répartissent clairement les

tâches d'encadrement hors et pendant les courses. Ils sont assistés par un analyste de la performance, du monitoring des coureurs. L'équipe s'assure d'une collaboration avec une équipe scientifique pluridisciplinaire (sciences de l'entraînement).

Le taux d'encadrement est important (5 à 6 coureurs par médecin, entraîneur, directeur sportif). La communication avec les coureurs et au sujet des coureurs est à l'initiative de l'encadrement. Le suivi est hebdomadaire et formalisé grâce à un journal du coureur informatisé et partagé. Ces équipes au volume budgétaire le plus important sont aussi celles qui dédient une part plus significative à l'encadrement (30 à 45%). Ces équipes sont à la fois les plus dotés économiquement dans le peloton professionnel et paradoxalement parmi celles qui le sont le moins. Certaines petites équipes réussissent en effet, à bâtir un tel modèle en réalisant un recrutement de jeunes coureurs pour l'essentiel, diminuant ainsi la contribution de la masse salariale «coureurs» au profit de celle dédiée à l'encadrement. Elles ne peuvent cependant prétendre jouer les premiers rôles dans les grandes courses internationales, tout au plus réaliser des coups d'éclat isolés lors d'une grande classique ou d'une étape d'un grand tour.

La norme de l'acceptable en terme de charge de travail

La charge de travail qui s'impose ou celle que s'imposent les coureurs mais aussi la récupération que leur permettent ces dernières, sont deux paramètres essentiels faisant varier le risque de dopage. Dans cette perspective, nos investigations font apparaître la grande variabilité des charges d'entraînement des coureurs, spécialement en nombre de jours de course. Les coureurs les plus jeunes font environ 60 jours par an. En moyenne, un coureur confirmé dans une des Proteam UCI (première division mondiale) rencontrée fait 75 à 90 jours de course par an. Certains coureurs vont néanmoins jusqu'à 90–110 jours. Une nouvelle fois certains coureurs connus du peloton peuvent aller jusqu'à 120 jours, soit un jour de course tous les deux/trois jours de l'année. Il semble en effet, que 100 jours soient déjà excessifs de même que plus de 20 jours d'affilée comme le souligne le médecin d'une équipe Continentale (seconde division mondiale). Les exigences d'affectation des coureurs sur les courses oblige ainsi parfois les équipes à imposer des charges de travail trop importantes: «Moi j'ai vu, pendant le dernier Tour d'Italie, un coureur qui venait d'arriver d'une autre course par étapes; le Tour de Turquie. Il a eu 2 jours de repos et déjà après 8–10 jours de Tour d'Italie, il commençait à avoir des symptômes de fatigue importants, donc déjà après 15–20 jours de course en continu, il commençait déjà à avoir des problèmes. Donc il y a sûrement des limites à évaluer cela cas par cas. Je crois que mon expérience est aussi liée à une équipe qui a, entre guillemets, peu de coureurs par rapport à d'autres équipes qui peut-être ont une trentaine de coureurs à disposition qui peuvent être utilisés de manière différente, c'est sûr. Vingt jours en continu sont beaucoup, surtout si on arrive à terminer une course la semaine auparavant. Si peut-être cette même personne avait pu se reposer un peu plus, peut-être alors qu'il aurait fait le Tour d'Italie de manière différente, avec d'autres sensations, aussi.»

Mais fixer la norme de l'acceptable avec précision est difficile. Ainsi, certains coureurs se produisent peu en course au profit d'une préparation extra-compétitive. D'autres à l'inverse, courent beaucoup, à des fins d'entraînement. Il importe

donc conjointement de tenir compte du nombre de kilomètres parcourus pour avoir une appréhension complète de la charge de travail d'un coureur. Dans l'équipe qui base sa préparation sur le nombre de kilomètres parcourus, nous avons pu observer que les coureurs confirmés parcourent 30 à 32 000 km, voir 35 000 km. Les jeunes coureurs, néo professionnels effectuent quant à eux entre 25 000 et 30 000 km. Certains coureurs notoirement connus dans le peloton peuvent aller jusqu'à 40 000 à 42 000 km en pratiquant ce que tous reconnaissent comme une préparation «à l'ancienne», ceci avec un sourire lourd de sous entendus.

La précarité de l'emploi et des carrières, facteur explicatif majeur du recours au dopage

La précarité de l'emploi mais aussi des carrières dans le sport de haut-niveau et le cyclisme en particulier sont des données structurelles que l'on ne peut difficilement remettre en cause totalement tout en relativisant les effets.

Dans le peloton professionnel, nous avons pu voir qu'une carrière dure 4,7 ans en moyenne; 50% des coureurs ont une carrière d'une durée inférieure à 4 ans. Les coureurs changent en moyenne tous les 2,5 ans d'équipe. Parmi ceux-ci 50% séjournent entre 1,5 ans et 3 ans dans leur formation. Une analyse dite de «survie» permet de voir qu'en moyenne 32% des coureurs des cohortes 2005–12 quittent le peloton la première année (fig.1).

En considérant que 67% des néo-professionnels font leur première année au sein des équipes Continentales professionnelles où le niveau d'encadrement est le plus faible, cela renforce notre premier constat: un encadrement serré est un gage de sécurisation de l'entrée dans le métier.

Par ailleurs, un des résultats les plus intéressants de notre enquête est le constat du lien entre âge et sanction pour dopage. Cette comparaison fait apparaître que 58% des coureurs ont plus de 30 ans au moment de leur infraction. Les coureurs appartenant à cette tranche d'âge ne représentent que 25% de la population des coureurs professionnels en moyenne sur la période 2005-2012. En revanche, les coureurs âgés entre 20 et 25 ans qui composent à hauteur de 43% les cohortes 2005–2012 en moyenne, ne représentent que 11% des coureurs sanctionnés (Tabl. 1). Le dopage apparaît donc comme un phénomène par lequel on cherche à prolonger sa carrière au moment où les gains sont à leur apogée et le risque d'une évic-

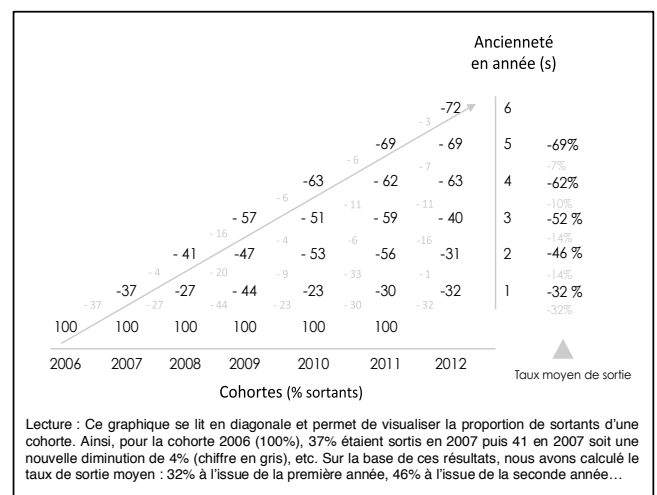


Figure 1: Parcours des cohortes 2006–2012 (%)

tion moindre (la sortie étant inéluctable). Mais, on peut aussi se dire, en constatant que les jeunes de 20 à 25 ans sont sous représentés, que les plus âgés sont ces coureurs dont la culture intègre plus facilement le dopage. Ce sont des coureurs qui ont été actifs avant 2008, moment charnière de la mise en place du passeport biologique. Alors qu'ils sont les plus menacés d'une éviction, les plus jeunes ne prennent pas pour autant le risque du dopage, c'est un fait porteur d'espoir quant à la possibilité de faire changer la culture du cyclisme professionnel.

Ces constats permettent au final de dire que si la précarité ne peut qu'être atténuée, elle doit être accompagnée par des dispositifs favorisant chez les jeunes le double projet professionnel sportif et extra-sportif mais aussi par un accompagnement des reconversions. Enfin, ces premiers résultats sur le «profilage» des coureurs sanctionnés ouvrent la voie à des analyses plus fouillées sur le sujet, à la fois pour mieux cibler les contrôles mais aussi repérer les carrières vulnérables.

Le modèle économique des équipes est trop précaire et structurellement déséquilibré

Le premier point notable s'agissant du modèle économique des équipes est sa précarité. Ainsi, celle subie par les coureurs n'a d'égale que celle des équipes. Partie prenante de la définition du modèle économique des équipes, la durée et la nature des partenariats avec les sponsors ou mécènes, participe à faire leur stabilité. Or, comme on a pu le voir, il existe un certain nombre d'entreprises vertueuses en ce qu'elles inscrivent leur soutien, leur action dans la durée. Mais globalement sur l'ensemble des équipes, la déperdition est importante. Ainsi entre 2005 et 2012 sur les 92 formations qui ont fait au moins une saison comme Proteam ou Continentale professionnelle, 53 se sont arrêtés. Sur les 39 restantes, 22 n'ont pas changé de partenaires. Ces équipes constituent ce que l'on pourrait appeler le noyau dur des équipes. Neuf parmi celles encore en activité ont subi en revanche plus de trois changements de partenaires en sept ans, soit presque tous les deux ans. Ce constat était déjà celui que l'on dressait avant 2005 (Brissonneau, Aubel, & Ohl, 2008) et même dans les années 1980 (Calvet, 1981).

Mais le modèle économique des équipes est aussi fait de la nature de leur financement par un sponsor. Ainsi, les équipes les plus pérennes semblent être celles dont les partenaires ne s'inscrivent pas ou pas exclusivement dans la recherche d'une notoriété et par rebond d'une visibilité des coureurs de l'équipe financée. Bien souvent cet objectif relève de l'inavouable. Il est poursuivi sous une forme déniée. En revanche, les autres objectifs tels que le mécénat, les objectifs de communication interne à l'entreprise semblent faire partie des pratiques ver-

Tableau 1: Répartition selon l'âge des coureurs sanctionnés entre 2005 et 2012 (en %)

	Coureurs sanctionnés	Structure population globale 2005–2012	Sur/sous représentation
Moins de 20 ans	0	3	-3
20 à 25 ans	11	43	-32
26 à 30 ans	31	29	-2
30-35 ans	45	21	24
Plus de 35 ans	13	4	9
Total	100	100	-

tueuses car elles mettent moins en tension les équipes et génèrent des investissements sur le long terme.

Enfin, le troisième point notable dans le modèle économique des équipes a trait à sa structure. Celle-ci est déséquilibrée assez logiquement par le poids que représente le salaire des coureurs. En général comme on a pu le dire 80% du budget. Ceci peut varier jusqu'à 60% dans les équipes à effectifs jeunes ou celles qui par l'importance de leur budget peuvent consacrer 40% à l'encadrement. Mais s'agissant du montant des salaires, les équipes n'ont qu'une maîtrise relative de leurs dépenses salariales, comme sur tout marché du travail. La diminution du montant des salaires est dépendante de la dynamique du marché de la main d'œuvre et pour une part du système de classement par point des coureurs et des équipes. En effet, les 18 équipes susceptibles d'obtenir une licence Proteam UCI (première division mondiale) sont celles, entre autres choses, dont les cinq meilleurs coureurs totalisent le plus grand nombre de points UCI, attribués aux coureurs selon leurs résultats en course. Le système des points UCI a pour vocation initiale de garantir «la présence des meilleurs coureurs sur les meilleures courses». Il y a un enjeu pour elles à s'adjoindre les coureurs les plus dotés permettant de figurer dans la liste des 18 équipes. Figurer dans cette liste signifie participer au Protour, circuit des courses les plus prestigieuses. Cela garantit la participation aux plus grandes épreuves dont le Tour de France. Or, pour attirer et fidéliser un sponsor suffisamment solide, il s'agit là d'une condition presque essentielle. Logiquement dès lors, les coureurs dotés du nombre de points suffisants font monter les enchères, ceci avec l'aide de leurs agents, de plus en plus actifs sur ce marché. Ce système est à la base de l'accréditation des équipes en première division mondiale. Certaines menacées de relégation en deuxième division périodiquement, ne peuvent garantir à leur sponsor une participation essentielle aux grandes épreuves d'une année sur l'autre. Aussi, l'un des enjeux essentiels du sponsoring pour le partenaire est la sécurisation de son investissement (Calvet, Di Ruzza, & Gerbier, 1989), qui dans le cas d'espèce ne l'est pas. Relativiser le poids de ce critère sportif paraît une solution pour faire baisser la tension qui pèse sur les équipes et se reporte sur les coureurs.

Trois propositions pour changer la culture du cyclisme professionnel

Ces quatre éléments de constat nous permettent d'adresser trois propositions à l'UCI pour construire une politique renouée de prévention du dopage. Elles ne prennent sens qu'ensemble en ce qu'elles correspondent au fonctionnement systémique de l'écosystème des coureurs. Nos investigations font émerger trois risques de recours au dopage: le premier est lié à l'organisation des équipes, le deuxième est relatif au mode de préparation des coureurs et à leur charge de travail, le troisième est inhérent à la précarité de leur emploi mais aussi à celle subie par les équipes.

Notre travail permet d'identifier ce que l'on peut nommer un *risque organisationnel de dopage* engendré par l'incapacité relative des équipes à détecter et gérer les moments de vulnérabilité des coureurs. Il semble que la réponse possible est l'établissement d'un cadre d'organisation minimum. Celui-ci se fonderait sur une division des tâches de direction sportive, préparation physique et soins; sur un taux d'encadrement minimum de 7 coureurs par type de cadre (entraîneur, médecin, directeur sportif); sur un dispositif de communica-

tion et d'alerte *avec et au sujet* des coureurs. Ce cadre organisationnel ne peut cependant exister pour partie, qu'à la condition de réformer le modèle économique des équipes. Il semble nécessaire que les équipes dédient une part plus importante de leur budget à l'encadrement. Trois solutions sont logiquement possibles: la diminution de la masse salariale coureurs dans le budget pour augmenter le volume monétaire allouable à l'encadrement; l'augmentation des budgets des équipes avec une masse salariale coureur constante; la diminution du nombre de coureurs par équipe à budget constant.

Le deuxième facteur de risque est la pratique d'un entraînement fondé uniquement sur la quantité de travail. Il importe que toutes les équipes soient à même de pratiquer un entraînement analytique basé sur le monitoring de la performance et notamment des données de puissance ainsi que sur une planification individualisée gérée par l'équipe et sur une charge de travail soutenable soit 70 à 80 jours de course par an. Cette ambition nécessite d'organiser la montée générale en compétences de l'encadrement des équipes (entraîneurs, directeurs sportifs et médecins), par un système de formation et un rapprochement avec les spécialistes des sciences de l'entraînement. Il s'agit là pour les acteurs traditionnalistes du cyclisme, d'une véritable conversion culturelle. Dans l'état antérieur du système, le gain provoqué par un entraînement analytique n'était pas en mesure de concurrencer un dopage efficace. Tout se passe dès lors, comme si ces acteurs n'avaient pas jugé nécessaire d'innover pour se procurer un avantage concurrentiel, ce qu'ont compris en revanche les nouveaux entrants, particulièrement anglo-saxons. Là où des disciplines plus récentes comme le triathlon font reposer leur préparation sur une innovation constante et une proximité avec la science, il existe chez les plus traditionnalistes des cyclistes une réticence à l'importation du savoir scientifique qui n'est sans doute pas sans rapport avec leur capital culturel relativement faible.

Le troisième facteur de risque est la précarité de l'emploi, des carrières mais aussi des équipes. S'agissant de la précarité des carrières et des emplois, il faudrait promouvoir au sein des équipes, de dispositifs de réduction des effets de la précarité: la promotion des doubles projets professionnels (sportif et extra-sportif); l'adossent des équipes à des structures de formations (équipes Continentales jeunes, structure associative fonctionnant comme centre de formation). S'agissant de la précarité subie par les équipes, la réponse peut être double. Il semble nécessaire de diversifier le tour de table des équipes grâce à la réversion des droits médias courante en football, basket, hockey, baseball, par exemple. Le cyclisme est le seul sport médiatique dans lequel les organisateurs conservent le bénéfice quasiment exclusif des droits médias au détriment des sportifs producteurs eux aussi du spectacle commercialisé. Une telle réversion aurait pour effet de ne plus faire dépendre le budget des équipes des seuls sponsors à l'engagement versatile. La seconde réponse consisterait à construire un nouveau système d'accréditation des équipes *Proteam* et *Continental*es professionnelles qui dépendrait non plus uniquement de critères sportifs mais aussi d'un cahier des charges calqué sur le modèle construit à la faveur de cette étude considérant les cinq dimensions de la culture des équipes.

Mais surtout, elles ne prennent sens qu'à la condition que les acteurs fassent preuve d'une forte résolution contre le dopage. En effet, comme a pu le montrer le cas des équipes de Lance Armstrong, l'équipe la plus rationnelle et avancée sur le plan organisationnel ou de la préparation peut l'être aussi pour mettre en place un dopage organisé et le dissimuler. Toutes nos propositions n'ont donc d'intérêt, qu'à la condition

que les acteurs s'engagent dans une nouvelle manière de produire de la performance. Des faits porteurs d'espoir sont présents. Le premier est que les acteurs traditionnels changent leurs pratiques face au niveau de risque important engendré par la découverte d'une affaire mais aussi par l'inconfort quotidien du mode de fonctionnement reposant sur la dissimulation. Ici peut-on voir que le dispositif de sanction est essentiel pour son côté dissuasif. Le second fait est que des équipes nouvelles animées par des acteurs venant de l'extérieur du cyclisme arrivent avec des pratiques faites de lucidité et d'innovation. D'autres équipes, bien plus anciennes intègrent des compétences nouvelles et extérieures.

En élargissant la perspective, la seule conduite du changement au sein des équipes apparaît comme la première étape du processus. Le deuxième niveau est celui des instances gestionnaires, comme l'Union Cycliste Internationale (UCI). Elles sont responsables de la conduite du changement et doivent réussir l'équilibre délicat entre mesures réglementaires et concertation avec les équipes. Le troisième est la sphère que l'on pourrait dire «profane» en opposition aux professionnels du cyclisme. Dans cette sphère profane les médias mais aussi les acteurs politiques se saisissent souvent du dopage de manière sélective, partielle et partielle. Spécialement au moment du Tour de France se cristallisent autour de la question du dopage les oppositions entre les grands quotidiens comme l'Equipe et le Monde en France. De la même manière les agendas politiques, policiers et judiciaires se mettent à coïncider étrangement avec le calendrier des étapes alpestres de la grande boucle, comblant ainsi le vide de mois entiers de silence sur la question. L'action des médias comme des politiques sur une question comme le dopage se comprend souvent plus comme une manière de se positionner dans leur sphère d'activité respective. Mais l'extrême volatilité du fonctionnement médiatique et son impact important sur la marche du monde a pour effet de rendre sensible à l'événement des processus de changement réclamant sérénité et constance.

Corresponding Author:

Olivier Aubel, Université de Lausanne, Faculté des SSP - IS-SUL, Quartier UNIL-Mouline, CH-1015 Lausanne, Bâtiment Géopolis - Bureau 5883, Bureau: +41 (0) 21 692 36 21, Mobile: +41 (0) 78 711 44 16, olivier.aubel@unil.ch

Bibliographie

- Aubel O., Brissonneau C., Ohl F. (2013). Le dopage comme analyseur du drame social du travail cycliste. In Les mondes pluriels de Howard S. Becker. Travail sociologique et sociologie du travail. La Découverte.
- Bastide R. (1970). Doping. Les surhommes du vélo. Paris: Raoul Solar.
- Becker H.S. (1985). Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance. Paris: Métailié.
- Brissonneau C., Aubel O., Ohl F. (2008). L'épreuve du dopage : Sociologie du cyclisme professionnel. Paris: Presses Universitaires de France.
- Brissonneau C., Le Noé O. (2006). Construction d'un problème public autour du dopage et reconnaissance d'une spécialité médicale. Sociologie du travail, 48(4), 487-508.
- Calvet J. (1981). Le mythe des géants de la route. Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble.
- Calvet J., Di Ruzza R., Gerbier B. (1989). Profit incertitude et risque dans le sport. In Economie politique du sport. (pp. 170-192). Paris: Dalloz.
- Dimeo P. (2007). A History of Drug Use in Sport: 1876-1976: Beyond Good and Evil. London: Routledge.
- Duret P., Trabal P. (2001). Le sport et ses affaires. Une sociologie de la justice de l'épreuve sportive. Paris: Métailié.
- Hoberman J. (2002). Mortal Engines: The Science of Performance and Dehumanization of Sport (1st ed.). The Blackburn Press.